

La fabrique et le gouvernement des crises

Entretien avec Sara Angeli Aguiton, Lydie Cabane et Lise Cornilleau

Pouvez-vous revenir sur l'histoire de la « mise en crise » ? Peut-on situer dans le temps l'émergence de cet état de « crise sans fin » présenté par les médias, les gouvernements nationaux et les organisations internationales comme une caractéristique de notre époque ?

D'un point de vue historique, la notion de crise est associée à la modernité, comme l'ont montré notamment Reinhart Koselleck ou Myriam Revault d'Allonnes. Selon Koselleck, dans son ouvrage *Critique and Crisis*, le concept de crise tel qu'on le connaît émerge au XVIII^e siècle. Il n'est plus alors seulement associé au sens étymologique du terme, à savoir un constat critique requérant une décision et une intervention (tel le diagnostic d'une maladie appelant un acte chirurgical), mais à une situation appelant une *critique de l'état présent*, à l'opposé de l'idée de « progrès » alors également en construction. Autrement dit, la notion de crise reflète le rapport des Modernes au temps : elle requiert de dissocier le passé du présent – ce dernier constituant le moment de la crise – et d'opérer une projection dans un futur problématique, voire menaçant. En cela, il n'est pas étonnant que nous continuions à nous penser par la crise, vocabulaire dont on voit la permanence en particulier depuis les années 1970 et la succession de crises, économiques, sociales ou politiques, qui alimentent sans cesse le sentiment d'« être en crise ». Pourtant, sur un plan logique, une telle persistance est paradoxale car elle devrait aboutir à dissoudre la notion elle-même : si la crise est permanente, alors tout est crise, la crise devient normale, et si elle est normale, alors nous ne sommes pas en crise. Or il n'en est rien : la pensée par la crise persiste bel et bien, s'adapte et se renouvelle sans cesse. Cette remise en perspective historique et épistémologique est essentielle, mais elle ne suffit pas pour penser la situation contemporaine. Ce qui caractérise notre époque, c'est la prolifération des « diagnostics » de crise dans des domaines extrêmement variés et à des échelles de plus en plus globales.

Indépendamment du sentiment d'inquiétude permanent et généralisé qu'il suscite, quelles sont les conséquences de ce travail de qualification en termes non seulement de mesures (plan de gestion, institutions) mais aussi de savoirs, de lois, d'expertises et de professions ? En somme, de quoi est composé ce monde nouveau qui semble s'organiser autour de la « mise en crise » ?

Ces diagnostics mènent en effet à la mise en place de techniques de gouvernement spécifiquement adaptées et à la constitution d'un monde de professionnels spécialisés dans le domaine émergent de la « gestion de crise » car il ne s'agit plus seulement de se penser et de se dire « en crise ». La crise est désormais outillée, scénarisée, formalisée ; elle fait l'objet de savoirs et de pratiques spécifiques. Les organisations internationales, l'Union européenne, les gouvernements, les entreprises disposent de panoplies d'instruments pour les gérer. Cette centralité de la gestion de crise dans le politique s'explique en partie par le fait que la « bonne » ou la « mauvaise » gestion d'une crise est devenue un critère central d'évaluation et de légitimation de l'action politique ou

organisationnelle. Le cas du nucléaire, documenté dans notre dossier par Olivier Borraz et Elsa Gisquet, ainsi que par Brice Laurent, Başak Saraç-Lesavre et Alexandre Violle, est exemplaire de cette mutation politique profonde.

La crise existe donc à travers des outils, lois, instruments, et savoirs qui désignent ce qu'elle est, et ce que sont ses mécanismes, ses causes et ses responsables. Bien sûr, des événements existent – des incendies, des crises financières, des guerres – et leur réalité ne se discute pas, mais la façon dont nous les interprétons et dont nous intervenons dessus dépend très largement des possibilités offertes par ces cadrages et instruments qui définissent le champ des possibles. La constitution de ces outils et acteurs définissent un « monde » des crises, à la manière dont Sandrine Revet a décrit un « monde » des catastrophes naturelles. Cependant, dans le cas des crises, il n'existe pas un monde, mais une *pluralité* de mondes, plus ou moins bien formalisés ou structurés. Ainsi, les « mondes » de la gestion de crise humanitaire, nucléaire ou financière sont peuplés d'experts distincts et de savoirs spécifiques. Certains se structurent autour de juridictions organisationnelles et professionnelles anciennes (les « mondes » des crises humanitaires ou alimentaires par exemple), d'autres sont apparus plus récemment. Par exemple, après la crise financière de 2007-2008, de nouveaux outils de gestion ont été développés (c'est ce que l'on appelle la « résolution bancaire »), qui ont abouti à la création de nouvelles lois, de nouveaux organismes de régulation et d'experts au sein du monde de la régulation financière.

Quelles sont les critiques, portées notamment par Janet Roitman, de cette démarche visant à institutionnaliser une menace permanente ?

Il nous semble que l'intérêt de la démarche de Janet Roitman est justement de questionner la frontière entre ce qui relève de la crise et ce qui ne lui appartient pas. En effet, définir une crise suppose de pouvoir distinguer un état normal d'un état dysfonctionnel, source de menaces. Or, en nommant une crise, on accepte l'état qui la précède comme ordinaire, on le normalise. En déclarant la crise financière, on a implicitement considéré la situation de 2007-2008 comme le moment d'une importante déviance, et l'on a cherché des coupables. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, Janet Roitman insiste sur l'importance, pour les sciences sociales, de manier le concept de crise avec parcimonie et réflexivité, tout en préservant une posture critique, précisément afin de ne pas normaliser des situations d'avant la crise.

Pouvez-vous préciser également la distinction que vous établissez entre la « mise en crise » et la théorie du gouvernement « par la crise » ?

Étudier la « mise en crise » consiste à interroger les processus par lesquels une crise est définie *via* un ensemble de processus sociaux, d'interventions d'acteurs et d'actrices, cadrant la perception des crises et les instruments par lesquels intervenir. Ainsi, les crises alimentaires mondiales analysées dans notre dossier par Lise Cornilleau donnent lieu, en 1974 puis en 2008, à un affrontement des diagnostics au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. En 1974, les diplomates occidentales présentent le libre-échange agricole comme la seule manière de « stabiliser » le système agro-alimentaire mondial et d'éviter les crises, le G77 représentant les pays du Sud, lui, reste attaché à un système fondé sur les stocks de réserve et l'aide alimentaire. En 2008, les organisations de la société civile comme *La Via Campesina* s'appuient sur l'ouverture inédite des organisations internationales à l'occasion de la crise alimentaire pour faire reconnaître leur diagnostic qui fait du libre-échange et du dérèglement climatique des facteurs de la crise, et promouvoir une nouvelle régulation alimentaire mondiale sur la base de ce diagnostic.

L'idée d'un gouvernement « par les crises » désigne plutôt la façon dont les crises constituent des opportunités stratégiques pour avancer des politiques ou des idées – porter des « coups » – en profitant de l'espace politique ouvert par des situations se caractérisant par une dissolution du cours normal des choses. Ici, la crise est délibérément manipulée, voire créée, à des fins politiques. Un exemple en est la « stratégie du choc » documentée par Naomi Klein : les dirigeants, et en particulier les élites capitalistes, profiteraient des situations de désastre (parfois générées de toutes pièces) pour imposer des politiques néolibérales. Plus généralement, il s'agit d'un stratagème politique classique, consistant à qualifier un problème social ou économique de crise (le chômage, les retraites, l'emploi, la sécurité) pour légitimer une intervention politique qui autrement ne serait peut-être pas acceptable. La diplomatie chinoise utilise ainsi la qualification « crise environnementale » à l'OMC, pour justifier son protectionnisme dans le commerce des terres rares, comme le montre Soraya Boudia dans ce dossier.

Enfin, puisque cette normalisation de la crise par des politiques et des discours tend à brouiller les frontières entre ce qui relève de l'urgence et ce qui demeure de l'ordre de la routine et de l'ordinaire, quels sont les effets d'ignorance et d'invisibilité produits par ce processus ?

En nommant une crise, on attire l'attention sur un ensemble de facteurs qui sont identifiés comme des causes sur lesquelles il faut agir. Les effets d'invisibilité et d'ignorance peuvent alors intervenir à trois niveaux.

Tout d'abord, le *diagnostic de crise* invite à penser certains facteurs comme explicatifs, voire causaux. Ce faisant, il met nécessairement de côté d'autres dimensions du problème, qui sont alors invisibilisées. Par exemple, en pensant la crise financière comme le résultat de comportements déviants parmi les banquiers ou les courtiers de crédits, ne nous privons-nous pas d'identifier (et donc de remédier à) des causes plus structurelles du problème, en l'occurrence la financiarisation, porteuse en elle-même de telles déviations et que nous avons tendance à normaliser ? De même, en expliquant la crise alimentaire mondiale de 2008 par des comportements spéculatifs sur les marchés agricoles internationaux ou par le protectionnisme de certains États, nous ne remettons pas en cause l'affirmation selon laquelle le marché agricole mondial est censé absorber les chocs et répondre aux crises humanitaires par un acheminement rapide des denrées. C'est la société civile qui, lorsqu'elle se mobilise, cherche justement à mettre en lumière les facteurs invisibilisés des crises alimentaires mondiales.

Ensuite, les *instruments mobilisés* pour décrire et analyser les crises sont eux-mêmes porteurs de fortes invisibilités et peuvent générer de l'ignorance. Ainsi, la « crise alimentaire mondiale » de 2008 donne lieu à une controverse sur les statistiques de la faim de la FAO : la société civile leur reproche de sous-estimer la faim dans les zones rurales, alors que certains experts affirment au contraire qu'elles conduisent à surestimer la crise. Derrière ces querelles « techniques » se jouent des luttes d'autorité épistémique décisives : parvenir à remplacer l'instrument qui permet de diagnostiquer les crises confère un pouvoir politique majeur. Dans le domaine nucléaire, la procéduralisation de la gestion de crise vise à traduire la crise en un ensemble d'événements circonscrits : certes, les exercices de préparation donnent lieu à des « épreuves de réalité » dans lesquelles de nouveaux éléments entrent en compte, mais les instruments et procédures existants sont finalement réaffirmés. Il existe ainsi une « bureaucratisation » de la gestion de crise et une inertie des instruments et procédures, malgré les invisibilités qu'ils créent.

Enfin, le fait de *définir une crise* ne mène-t-il pas parfois à ne pas voir d'autres problèmes ? Les crises se bousculent à l'agenda, dans les médias, suivant en cela les logiques des problèmes publics. Il faut alors s'interroger sur les *crises oubliées*, comme tentent de le faire plusieurs journalistes et organisations de la société civile pour rendre visibles les dégâts environnementaux causés par l'extractivisme des terres rares. Ces acteurs peinent à imposer le cadrage « environnemental » d'une crise qui reste surtout décrite comme un problème commercial et géopolitique, ou comme l'effet d'une spéculation sur le prix de ces métaux.

Propos recueillis par Catherine Buruoa